



**REGISTRE  
des DELIBERATIONS  
du CONSEIL MUNICIPAL  
de GOUDELIN**

Envoyé en préfecture le 17/12/2021

Reçu en préfecture le 17/12/2021

Affiché le

ID : 022-212200653-20211209-20211209050-DE

L'an deux mille vingt et un, le neuf décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de Goudelin, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie, en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Laurent LE FAUCHEUR, Maire.

**Convoqués** : LE FAUCHEUR Laurent – LE MOAL Brigitte – SÉHAN Alain – ROUAULT Anne-Marie – GAUVAIN Michaël – LEFEBVRE Nathalie – TATON Bruno – DELVO SALAUN Rozenn – THOMAS Gwénaél – TACQUET Marie-Blanche – MORICE Christian – LE HEGARAT Valérie – MORICE Gildas – SEVRET Chrystel – VINCENT Louis – ILLIEN Anne-Yvette – LE GARFF-TRUHAUD Francette – CORLAY Gérald – MARTIN Marie-Christine

**Absente**: MARTIN Marie-Christine (pouvoir à LE FAUCHEUR Laurent)

Secrétaire : GAUVAIN Michaël

**DELIBERATION N° 20211209050**

**Date de convocation** : 3 décembre 2021

**Objet** : Convention de rupture conventionnelle

M. le Maire rappelle à l'assemblée la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique qui instaure l'expérimentation de la rupture conventionnelle jusqu'au 31 décembre 2025 pour les fonctionnaires titulaires.

M. Renan GUILLOUX, agent du service technique, souhaite bénéficier de ce dispositif et a rencontré M. le Maire pour échanger sur les motifs de sa demande. La date de cessation définitive de fonctions envisagée a été fixée au 31 janvier 2022. Lors de cet entretien, le principe de la rupture conventionnelle a été acté et les conséquences de la cessation définitive des fonctions, notamment le bénéfice de l'assurance chômage, l'obligation de remboursement ainsi que le respect des obligations déontologiques vont être rappelées à l'agent.

M. le Maire présente à l'assemblée le contenu du projet de convention de rupture conventionnelle. Compte tenu de l'ancienneté de service et de la rémunération brute de référence de M. GUILLOUX, les parties proposent de fixer le montant de l'Indemnité Spécifique de Rupture Conventionnelle (ISRC) à hauteur de 1 522.87€ bruts.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **AUTORISE** M. le Maire à prendre toute décision nécessaire à la finalisation de ce dossier.

Fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.

Pour copie conforme,

Le Maire,  
Laurent LE FAUCHEUR